

POURQUOI LES ARTS VISUELS TRAVERSSENT UNE ÉPOQUE JOYEUSE

OU LA CRISE ACTUELLE CONTIENT-ELLE

EN GERME UN ESPOIR DE CHANGEMENTS ?

Le monde des arts visuels et son économie sont, aujourd'hui, globalement empêchés. Quelles conséquences en termes de processus de création, de visibilité des œuvres, de relations entre l'art et ses publics, et de financement de ses acteurs·trices ? Est-ce remédiable ? Et comment ?

LA SITUATION PARTICULIÈRE DES ARTS VISUELS

LE monde des arts visuels présente des spécificités structurelles : une exposition dure parfois plusieurs mois quand un spectacle est joué durant une semaine. Et si de rares lieux ont échappé aux annulations durant cette dernière année, le report d'expositions en raison de plusieurs fermetures forcées a créé l'effet d'embouteillage actuel et ses impacts à long terme sur la vie et l'économie de l'art.

Bien-sûr, selon David Lemaire, directeur du Musée des Beaux-arts de la Chaux-de-Fonds, il existe une différence entre l'impact de la crise

« L'IMAGE ROMANTIQUE ET LIBERTAIRE DE L'ARTISTE NE C

actuelle sur les créateurs·trices indépendant·e·s *versus* sur les salarié·e·s des institutions fonctionnalisées qui ont pu préserver les bases de leur travail. Et comme le rappelle Florence Proton, présidente de Visarte Valais : en Suisse les arts visuels constituent un secteur non salarié : les artistes, contrairement au secteur des arts vivants, ne sont pas rémunéré·e·s pour la partie production de leur travail, devant compter sur leurs ventes pour vivre, ce qui est un leurre.

Pour David Lemaire, il est aussi difficile pour un·e plasticien·ne de prouver son manque à gagner sur cette dernière année d'isolement forcée car ils et

elles ne peuvent pas évaluer ce qui aurait été vendu en temps normal. Selon Michael Kinzer, chef du Service de la culture à Lausanne, l'engorgement que subissent les arts visuels est en effet le plus complexe à gérer peut-être parce que l'implication publique y est moins thématique ou sollicitée déjà d'ordinaire que dans les arts de la scène. De plus, tout un pan du financement de l'art par la vente d'œuvres répond à une réalité difficilement cernable pour les collectivités publiques.

Un changement de paradigme est alors nécessaire aujourd'hui. Selon Florence Proton, contrairement au milieu du théâtre, les artistes visuel·le·s sont très peu en relation entre elles et eux, sauf au moment des vernissages, et ont moins l'habitude de

s'organiser collectivement. Et pour Michael Kinzer, il ne faut pas se reposer sur l'image romantique et libertaire de l'artiste qui ne correspond plus aux réalités contemporaines : être artiste est devenu un métier complexe au sein d'un système souvent très libéral, et les artistes, livré·e·s à elles et eux-mêmes portent seul·e·s une lourde responsabilité entrepreneuriale et financière alors que leur travail devrait être essentiellement créatif. Pour ces raisons, l'association Visarte qui défend les droits des artistes, architectes et curateurs·trices, opère dans plusieurs cantons des changements depuis plus de deux ans vers une direction syndicale.

LE RÔLE DE CATALYSEUR DE LA « CRISE DU COVID »

Selon Michael Kinzer, la crise actuelle révèle la grande fragilité du secteur culturel alors qu'il constitue une réelle nécessité pour une société qui ne le perçoit pas toujours. Cette fragilité a été thématisée heureusement rapidement, ce qui a permis une prise de conscience et un soutien public. Restent une très grande précarité et des financements insuffisants ; l'un des défis majeurs étant celui de la solidarité et de la cohésion par une compréhension mutuelle plus fluide et une répartition financière équitable.

Ce renforcement des fragilisations et de la fragmentation professionnelle et sociale semble aussi agir comme un catalyseur pour des changements inespérés : on aurait à la fois gagné une prise de conscience plus généralisée de la condition et de la lutte quotidienne des créateurs·trices et une plus grande cohésion entre elles et eux, d'après Sylvie Wozniak, artiste et présidente de Visarte Genève.

C'est que, selon Hélène Mariéthoz, secrétaire du même organisme et curatrice d'expositions, la crise du COVID-19 a mis à jour toutes les problématiques structurelles dont les collectifs genevois G.A.R.A.GE, RosabruX, Lab-of-arts et elle-même avaient commencé l'analyse il y a 2 ans, concluant déjà que, pour que les artistes puissent bénéficier d'une protection sociale, payer leurs charges et être autonomes, ils et elles doivent être rémunéré·e·s – l'autre solution étant un revenu universel. Mais les projets annulés de cette année montrent que la rémunération n'est pas suffisante : le travail réalisé par les artistes doit être vu. D'où la nécessité de trouver des formes alternatives de diffusion, par exemple en investissant l'espace public.

Images par ZHDK/Linda Bachmann, Lucienne Chrétien, Gianluca Flüttsch

ALTERNATIVES ET NOUVELLES FORMES

(OU POURQUOI NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE JOYEUSE)

Pour Florence Proton, le confinement, la solitude et le télétravail n'ont pas changé la vie des artistes mais l'arrêt forcé a permis de réfléchir et de rebattre les cartes. Nous vivons une période foisonnante dans la création et la réflexion : nombre de propositions récentes redonnent vie aux œuvres et désengorgent le marché ; mettent en relation les artistes ou font collaborer différents domaines de manière inédite, et ils doivent se multiplier.

Une résidence est née au Musée des Beaux-arts de la Chaux-de-Fonds favorisant la création des artistes tant que leurs relations avec le public étaient entravées – avec, aujourd'hui, une pérennisation possible. Durant l'été passé, la Ferme Asile mettait son espace – déserté par les festivals annulés – à disposition des étudiant·e·s de l'EDHEA, renforçant du même coup leurs liens institutionnels. Quant à Marie-Christine Gailloud-Matthieu, elle a mis sur pieds à *Valentin 61*, dans son cabinet lausannois, un fonds de soutien et deux mises en ventes – physiques et sur instagram – qui ont permis à 70 artistes de travailler, de montrer leurs œuvres, de rencontrer des collectionneurs·euses et de se rencontrer entre elles et eux grâce à un accrochage continu quand tous les musées étaient fermés – observant alors pour sa part une réelle solidarité entre les artistes invité·e·s.

POUR UNE « BIODIVERSITÉ DE L'ART »

Et après la crise ? D'abord, beaucoup en appellent à la pérennisation des initiatives et des soutiens publics mis en place cette dernière année. Ensuite, consolidons nos liens et prenons soin de notre communauté : pour David Lemaire, il faut opter pour les circuits

« CORRESPOND PLUS AUX RÉALITÉS CONTEMPORAINES »

courts dans l'art comme dans la vie et plutôt que de se focaliser sur les grands centres, ouvrir les yeux sur la valeur de la création locale pour favoriser la biodiversité de l'art et ses interactions joyeuses ! Pour Anne Jean-Richard Largey, ce sont en effet les institutions culturelles qui peuvent et doivent accompagner les publics dans leurs réflexions sur l'importance du rôle de l'art dans la société et les faire ainsi se rapprocher des artistes en vue d'une prise de conscience collective des enjeux au sein de ce monde de l'art auquel nous appartenons toutes et tous. ■

Par Clotilde Wuthrich

Une version plus longue est disponible en ligne :



LA LIMITE DES PLACES DISPONIBLES DANS LA LIMITE DES PLACES DISPONIBLES